



**FORMULAIRE 4.4 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET**

PAYS: République Centrafricaine (RCA)
PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 1^{ER} JANVIER – 31 DÉCEMBRE

Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: Appui au Redéploiement de l'Administration Territoriale et à la Révitalisation Socio-économique des communautés (ARAT-RSE)
Numéro du Programme (*le cas échéant*) 00097371
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):¹ 00097202/IRF-129

Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme:

- PNUD
- OIT

Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales:

- Ministère de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et Régionalisation (MATDR)
- Ministères sectoriels et Institutions nationales (Education, Santé, Affaires sociales, Sécurité, AGETIP-CAF)
- Autres agences des Nations Unies
- ONG nationales et internationales

Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)

- PNUD: **2,732,500 US\$**
- OIT: **267,500 US\$**

Contribution gouvernementale (*le cas échéant*)

Autres contributions

(donateurs) (*le cas échéant*)

- PNUD : **1,000,000 US\$**
- OIT: **100,000 US\$**
- A mobiliser: **920,958 US\$**

TOTAL: 5,0200,958 US\$

Durée du Programme

Durée totale (*en mois*) 18 mois

Date de démarrage²
(*jour/mois/année*) 25/11/2015

Date de fin prévue à l'origine³ 30/04/2017
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle⁴
(*jour/mois/année*) 30/04/2017

¹ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

² La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

³ Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

⁴ S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Rapport soumis par

Nom: Aboubacar Koulibaly

Titre: Directeur Pays

Organisation participante (principale): PNUD

Courriel: aboubacar.koulibaly@undp.org

PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet contribue:

Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.
Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: en retard

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

Description du résultat 1: La reprise rapide des fonctions de gouvernance locale est effective et favorise la stabilité et le relèvement des communautés

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en décalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

En dépit du démarrage tardif du projet, une bonne dynamique de progrès a été amorcée. Elle se traduit par :

- La réalisation d'une enquête à l'échelle nationale afin d'évaluer les progrès réalisés depuis 2014 en termes de redéploiement de l'Administration et servir de référence pour le projet. Le rapport de cette enquête sera finalisé d'ici la fin de l'année 2016,
- La redynamisation des travaux de la Coordination Nationale du Redéploiement (CNRAP) : 7 réunions du Secrétariat technique ont été organisées depuis septembre, dont 2 présidées par le Ministre de l'Administration Territoriale,
- L'identification de 10 bâtiments prioritaires à réhabiliter dans 4 préfectures dont les 2 les plus enclavées de la RCA (Obo et Birao). Des missions d'évaluation technique sont en cours sur le terrain et le démarrage des travaux est prévu d'ici la fin de l'année,
- L'identification en cours par la CNRAP des fonctionnaires et agents de l'Etat à redéployer, prioritairement dans l'éducation et la santé

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

La contribution du projet ARAT n'est pas encore perceptible sur le terrain, mais les activités entreprises au cours de ces derniers mois devraient se traduire par des résultats rapides.

D'ores et déjà, les missions organisées sur le terrain ont fait ressortir un déficit saisissant en

termes de présence des FAE et de dynamique de fonctionnement de l'Administration dans certaines préfectures du pays. A Obo et à Birao par exemple (les 2 préfectures les plus éloignées de la capitale et les plus enclavées), on ne compte pas un seul médecin en service et, dans certaines localités, l'école n'a pas re-ouvert ses portes faute d'enseignants. Ces préfectures sont également parmi celles qui bénéficient le moins de l'appui des partenaires. Sur la base de ce constat, un important plaidoyer a été entrepris auprès du Gouvernement en vue d'un déploiement rapide du personnel essentiel; et les concertations en cours sous l'égide de la CNRAP devrait aboutir, avec la contribution d'autres PTF dont l'UNICEF, au retour sur le terrain d'un premier groupe de FAE d'ici la fin de l'année, ce qui devra améliorer l'état des services sociaux de base, notamment la santé et l'éducation.

Par ailleurs, les autres actions en cours devront se traduire par : (i) une amélioration des conditions de travail des FAE à travers la réhabilitation et l'équipement des bâtiments administratifs (10 bâtiments sont en cours d'évaluation technique en vue de leur réhabilitation), (ii) la formation et le renforcement des capacités des cadres et administrateurs territoriaux (les guides de formation préparés avec l'appui de la MINUSCA et les cadres du Ministère en charge de l'Administration territoriale sont en cours de validation. Sur cette base, la formation des formateurs est prévue avant fin décembre et celle des cadres et responsables des administrations territoriales à partir de février 2017); et (iii) le renforcement des structures préfectorales et sous-préfectorales de coordination du redéploiement, avec le déploiement des 19 VNU nationaux en cours de recrutement et la mise à disposition des moyens nécessaires. Les effets combinés de ces différentes actions se traduiront par un meilleur fonctionnement de l'Administration territoriale et une coordination renforcée des services techniques sectoriels qui sont mieux fournis en personnel.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Si le document du projet a été signé fin novembre 2015, le démarrage effectif des activités a connu un retard significatif, notamment en raison du contexte électoral avant et après la présidentielle et les législatives du 30 décembre 2015 et du 14 février 2016. A cela s'ajoutent: (i) la récurrence des tensions / violences dans les zones prioritaires du projet, (ii) la focalisation des efforts du Gouvernement sur la préparation de la Conférence de Bruxelles (16 et 17 novembre), et (iii) le retard pour la mise en place de l'équipe du projet (le CTP a pris service le 22 Août 2016).

Mais, grâce à la mobilisation des parties prenantes (PNUD, MINUSCA, MATDR), une forte dynamique a été amorcée depuis septembre pour accélérer l'exécution du projet : (i) redynamisation des activités de la CNRAP, (ii) organisation de 4 missions simultanées sur le terrain (identification des bâtiments prioritaires à réhabiliter, évaluation des besoins sur le terrain en matière de redéploiement de personnel), (iii) élaboration des guides de formation des administrations territoriales (MINUSCA et MATDR), etc. D'ici la fin de l'année, cette dynamique sera marquée par le lancement des travaux de réhabilitation, l'organisation des premières opérations de redéploiement du personnel sur le terrain et la finalisation/validation des guides de formation. Sur cette base, et avec la finalisation des derniers recrutements (2 experts nationaux et 19 VNU), l'exécution du projet devra s'accélérer dès début 2017.

Description du résultat 2: Une protection plus renforcée des populations favorise la reprise économique, sociale et des services publics, grâce à la restauration et le renforcement des services de sécurité (police et gendarmerie) au niveau préfectoral

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Des concertations ont été engagées dès septembre 2016 avec la Direction Générale de la Police, l'Etat-major de la gendarmerie et la MINUSCA, qui ont abouti à la sélection de 6 structures prioritaires à réhabiliter : 3 de la police et 3 de la gendarmerie.

Tenant compte de la situation sécuritaire encore fragile à l'Ouest du pays et des contraintes liées à la forte présence des groupes armés à l'Est ; il a été convenu de consolider les acquis à l'ouest avant de se déployer progressivement vers l'Est, conformément au plan national de redéploiement des forces de sécurité intérieur. Ces 1ères réhabilitations se feront donc à Berbérati, Baoro, Beloko, Bouar et Bozoum.

Par ailleurs, un effort conjoint a été entrepris avec le projet Justice/sécurité du PNUD pour mettre en place un système de communication intégré / autonome entre les services de sécurité opérationnels sur le terrain. De même, des discussions sont en cours sur le contenu et le plan de formation et le déploiement du personnel.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

Le projet n'a pas encore généré d'effets en termes d'amélioration de la situation sécuritaire. Cependant, s'inscrivant dans la dynamique de la stratégie conjointe Gouvernement / MINUSCA de restauration de la sécurité, le projet a entrepris des actions ciblées qui devront contribuer d'ici la fin du premier trimestre 2017 à la consolidation des acquis sécuritaires à l'Ouest du pays.

Ces actions sont notamment la réhabilitation et l'équipement des infrastructures de sécurité (lancement des travaux prévu d'ici fin 2016), le déploiement d'un dispositif intégré de communication. Elles seront suivies à partir de janvier/février 2017 par la formation et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines des structures sur le terrain, y compris au plan logistique.

Par ailleurs, les interventions seront progressivement déployées vers l'Est dans le cadre du PTA 2017, en fonction de la réalité du terrain, et en concertation et coordination étroite avec les autres acteurs, notamment les structures nationales de sécurité et la Section UNPOL de la MINUSCA.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Les faibles résultats à date s'expliquent essentiellement par le démarrage tardif des activités, cela pour des raisons diverses: (i) contexte électoral en RCA en vue de la sortie de la transition politique, avec notamment la mobilisation de l'essentiel de l'appareil administratif, (ii) situation sécuritaire dans les zones d'intervention, et (iii) focalisation des efforts du Gouvernement sur la préparation de la Conférence de Bruxelles. A cela s'ajoute le retard observé pour la mise en place de l'équipe de gestion du projet.

Cependant, en coordination avec les autres acteurs sur le terrain, une bonne dynamique de mise en œuvre a été amorcée. Celle-ci devrait s'accélérer d'ici début 2017 avec le lancement des travaux de réhabilitation et la préparation et le lancement du plan de formation du personnel des services de sécurité.

Description du résultat 3:

Une réactivité et une responsabilisation accrues de l'administration locale aux besoins de ses citoyens

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en décalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Les actions entreprises concernent : (i) la réhabilitation et l'équipement des mairies de certaines préfectures, telles que celles de Obo et de Birao (action entreprise dans le cadre du redéploiement de l'Administration), et (ii) la préparation des outils de formation en vue du renforcement des capacités des collectivités. A cet effet, des modules de formation sur diverses thématiques (management des services publics, élaboration de plans de développement local, suivi et évaluation de projets / programmes, finances publiques locales etc.) ont été préparés avec la contribution de la MINUSCA et des cadres du Ministère chargé de l'Adm. territoriale et sont en instance de validation.

Sur cette base, la mise en œuvre de la composante sera lancée dès début 2017. A cet effet, elle mobilisera toute l'équipe technique du projet, notamment l'expert national spécialiste en formation, mais également les cadres du MISPAT, qui ont fortement contribué à la préparation des modules de formation.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

Aucun résultat n'est encore enregistré à date. L'essentiel des activités de la composante est planifié à compter de janvier 2017, après la validation des outils de formation et la mobilisation de l'expertise nécessaire. En attendant, les efforts seront focalisés sur le

développement des outils de formation et la préparation du plan de déploiement des activités sur le terrain.

Dans le contexte du moment de la RCA, le projet s'inscrit parfaitement dans la stratégie du Gouvernement pour la restauration de la paix et de la cohésion sociale ainsi que pour le rétablissement du contrat social entre l'Etat et les populations. Cette stratégie repose en grande partie sur la mise en place d'institutions locales représentatives, crédibles et investies du mandat populaire, une responsabilisation accrue de celles-ci dans la gestion des problèmes des populations, et une réponse plus adéquate aux demandes sociales des populations. A cet égard un nouveau Code des collectivités locales et des circonscriptions administratives est en cours d'examen au sein du Gouvernement, avant son examen et adoption par l'Assemblée Nationale.

Dans la perspective de l'opérationnalisation de cette stratégie, le projet ARAT-RSE a contribué à la préparation d'un programme conjoint SNU d'appui au développement local, comme réponse globale, collective et intégrée au défi du relèvement. Tout en contribuant à la consolidation et à l'extension des acquis attendus du projet ARAT-RSE, ledit programme aura pour ambition de contribuer au renforcement des communes et d'accompagner le relèvement local d'une manière inclusive et équitable. Il sera centré sur le développement des capacités institutionnelles des administrations communales et déconcentrées, la préparation et la mise en œuvre des plans de développement locaux de manière participative et inclusive, et le renforcement de la paix et de la cohésion sociale. Prévu à l'échelle nationale, ce programme est prévu pour une enveloppe d'environ 118 millions USD.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Comme indiqué précédemment, la mise en œuvre des activités du projet a été lancée avec beaucoup de retard.

Pour accélérer la mise en œuvre de ses interventions sur le terrain, outre la mobilisation de toute l'équipe de l'Unité de gestion (notamment l'expert en formation et les VNU à déployer sur le terrain), le projet s'appuiera sur les 2 bureaux de terrain nouvellement mis en place par le PNUD pour le compte du Programme d'appui à la stabilisation des moyens d'existence, à la protection et à la résilience des communautés (PRESCO). Ces 2 bureaux, qui sont installés à Bossangoa et à Bambari, pour couvrir respectivement les zones Ouest et Est du pays, disposent de personnel et de moyens logistiques pour intervenir sur le terrain.

En outre, des plans de formation adaptés seront préparés d'ici la fin de l'année afin d'être lancés sur le terrain dès le début de 2017. D'ore et déjà, des modules de formation portant sur diverses thématiques (management des services publics, élaboration de plans de développement locaux, planification, suivi et évaluation de projets et programmes, finances publiques locales etc.) ont été préparés avec la contribution de la MINUSCA et des cadres du MISPAT et sont en instance de validation.

Description du résultat 4: L'accès plus accru des populations à l'emploi et autres moyens de subsistance favorisent la relance de l'économie et sont facteurs de confiance et de stabilité à moyen et long terme.

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

La revitalisation socio-économique des communautés est un enjeu capital pour la paix et la stabilité du pays. Dans cette optique :

- tous les travaux de réhabilitation d'édifices publiques en phase de préparation technique sont planifiés suivant l'approche HIMO (au total 16 bâtiments sont déjà identifiés, dont 6 pour les services de sécurité intérieure),
- plusieurs projets d'intérêt communautaire ont été identifiés sur le terrain et sont en cours d'examen, et dont certains devront être lancés d'ici la fin de l'année. C'est le cas en particulier de l'aménagement d'une partie du marché de Yaloké (construction d'étals en faveur des femmes vendeuses de fruits/légumes et autres denrées alimentaires, dont les travaux devraient démarrer d'ici la fin du mois ;
- quelques projets soumis par des groupements de femmes et de jeunes sont également en cours d'examen en vue d'un démarrage éventuel d'ici début 2017.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

L'impact du projet sur le terrain en matière relance de l'économie locale et de perspectives de stabilité à moyen et long terme est attendu à partir de 2017.

En attendant, l'effort entrepris est focalisé sur l'identification et la préparation des projets sur le terrain (projets basés sur l'approche HIMO, appui aux ménages, groupements ou association en vue de développement d'activités génératrices de revenus). Certaines seront lancées d'ici la fin de l'année, avant d'être étendus en 2017, avec la mobilisation accrue de toutes les ressources humaines disponibles.

En combinant au renforcement des capacités et de responsabilisation des collectivités locales, au développement des initiatives locales en matière de création d'emplois et de revenus plus larges pour les jeunes et les femmes, le projet contribuera à coup sûr à la création d'un environnement plus propice à la paix et à la stabilité à moyen et long terme. Plus qu'hier, cette vision est aujourd'hui largement partagée par les différents acteurs, expliquant les multiples initiatives allant dans ce sens (programme PRESCO du PNUD, projets à impacts rapides de la MINUSCA, relance du processus de décentralisation, projet Banque Mondiale de Travaux de réhabilitation et d'entretien de routes rurales par l'approche THIMO etc.).

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Comme pour les autres composantes, les activités d'appui à l'emploi et aux moyens de subsistance ont commencé avec retard.

Pour accélérer la mise en oeuvre de la composante, la stratégie envisagée consiste à s'appuyer sur les 2 bureaux de terrain du programme PRESCO et des équipes de la Section civile de la MINUSCA déployées dans les zones d'intervention du projet. Plus proches des populations à la base, ces équipes faciliteront l'identification et la mise en oeuvre des projets sur le terrain en étroite concertation avec les acteurs concernés. Elles seront renforcées par les VNU déployés sur le terrain ainsi que par l'expert que vient de mobiliser le BIT, qui apportera une contribution conséquente dans le suivi des travaux HIMO et le renforcement de l'employabilité des jeunes.

En termes de planing, un effort particulier sera fait d'ici la fin de l'année en termes d'identification et de préparation technique des projets, dont certains seront lancés avant début 2017. Il s'agit essentiellement de projets d'infrastructures communautaires à réaliser avec l'approche HIMO et des activités génératrices de revenus portées par les ménages et les groupements / associations susceptibles de favoriser le renforcement de leurs moyens de subsistance ainsi que leur épanouissement économique et social.

1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>Les principales références factuelles disponibles sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le draft du rapport d'enquête sur l'état des lieux du redéploiement de l'Administration + la base de données - le projet de guide de formation des cadres et responsables de l'Administration territoriale, - le rapport consolidé des missions d'identification des bâtiments prioritaires à réhabiliter + des projets HIMO ou d'appui aux AGR (missions organisées conjointement par le PNUD, la MINUSCA et le Ministère chargé de l'Administration), - le rapport d'évaluation technique du projet de construction d'étals + toilettes publiques pour les femmes vendeuses au marché de yaloké. <p>Le rapport a été partagé avec le Secrétaire technique de la CNRAP</p>
<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le projet constitue une contribution substantielle au processus de consolidation de la paix en RCA.</p> <p>En s'inscrivant dans la dynamique de relance de l'Administration territoriale et locale et à l'amélioration des moyens de subsistance des populations, il participe à divers égards à la création des conditions d'une paix durable : (i) contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat et au retablisement du contrat social avec les populations, (ii) favoriser la confiance et la cohésion sociale entre les différentes communautés sur le terrain, (iii) aider à redonner de l'espoir aux populations, notamment les jeunes.</p>

	<p>Ce faisant, il contribuera aux financements nécessaires à la paix et à la stabilité.</p>
<p><u>Effets catalytiques</u>: Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le projet est encore au stade de démarrage, mais l'engouement et l'intérêt qu'il suscite sur le terrain et surtout la portée stratégique de ses interventions dans la dynamique de consolidation de la paix devrait inciter à investir davantage pour accélérer le processus.</p> <p>D'ores et déjà, il a déjà contribué à la préparation d'un programme conjoint SNU d'appui au développement local, comme réponse globale, collective et intégrée au défi du relèvement au niveau local. Ce programme, tout en contribuant à la consolidation et à l'extension des acquis attendus du projet ARAT-RSE, a pour ambition de contribuer au renforcement des communes et au relèvement local d'une manière inclusive et équitable. Il couvrira tout le pays, avec un budget global évalué à environ 118 millions USD.</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation</u>: Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Il est encore prématuré d'évoquer un caractère novatrice des activités du projet. Par contre, il a entrepris des activités dans des zones pas sans risques, du fait de la situation sécuritaire qui prévaut dans l'Est de la RCA, encore sous le contrôle des groupes armés. Pour se prémunir des risques fiduciaires liés à cette situation et avancer dans la mise en oeuvre des projets de réhabilitation, il a été préconisé de recourir à l'Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêts Publics (AGETIP) avec l'approche HIMO qui favorise l'utilisation du personnel local, donc bien intégré dans la communauté. En outre, le choix des bâtiments à réhabiliter a été fait en concertation avec tous les acteurs locaux, justifiant ainsi l'intérêt des services concernés par rapport aux besoins prioritaires de la population.</p> <p>Enfin, l'autre particularité est de s'engager dans des zones jusque-là peu soutenues par les partenaires. C'est le cas des préfectures de Obo et Birao, en faveur desquelles le Ministère en charge de l'Administration territoriale appelle à un effort particulier.</p>
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u>: La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en oeuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>La parité entre les sexes fixée pour le projet demeure valable. Nous ne sommes pas encore à l'étape de bilan, mais la dimension genre reste bien suivie dans l'identification et le suivi des initiatives sur le terrain. Les prochains rapports apporteront plus de réponse à la question avec des données factuelles.</p>

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR : Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (300 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
Résultat 1 La reprise rapide des fonctions de gouvernance locale est effective et favorise la stabilité et le relèvement des communautés	Indicateur 1.1 Nbre de personnels de l'Administration du territoire des zones prioritaires redéployés, qui sont à leurs postes et effectivement rémunérés	13 préfets ; 12 secrétaires généraux préfectoraux ; 21 sous-préfets et 21 secrétaires sous-préfectoraux	16 préfets ; 16 secrétaires généraux préfectoraux ; 35 sous-préfets et 35 secrétaires sous-préfectoraux	16 préfets et 16 secrétaires généraux préfectoraux redéployés. Tous les sous-préfets sont également redéployés. Mais, le redéploiement des SG des sous-préfectoraux reste à finaliser (attente de nomination)		
	Indicateur 1.2 Nbre de bâtiments administratifs de l'Administration du territoire dans les zones prioritaires réhabilités et équipés	0 bâtiments	25 bâtiments réhabilités / équipés	0	Contexte électoral / insécurité dans les zones d'intervention / démarrage tardif du projet	
Produit 1.1 Les capacités	Indicateur 1.1.1 La Commission	0	Au moins 2 réunions / trimestre	7 réunions techniques de la CNRAP depuis		

nationales de coordination et de suivi du redéploiement des agents publics sont renforcées	retour organisé se réunit régulièrement et produit des analyses et des avis-conseils		sanctionnées par des avis/ propositions et des conclusions de suivi du redéploiement	septembre dont 1 sous la présidence du Ministre. Une autre organisée le 23 Sept. avec le Ministre, le DP du PNUD et Chef Civil Affaires MINUSCA		
	Indicateur 1.1.2 Tableau de bord de suivi de présence des FAE est finalisé/mis à jour régulièrement	0	1 tableau de bord mis en place et régulièrement mis à jour	Le Tableau de bord de suivi a été élaboré		
Produit 1.2 Les bâtiments prioritaires des services publics préfectoraux et sous-préfectoraux sont réhabilités et équipés	Indicateur 1.2.1 Nombre de bâtiments réhabilités	0 bâtiments préfectoraux 0 bâtiments sous-préfectoraux	10 bâtiments préfectoraux, et 15 bâtiments sous-préfectoraux	0, Mais 10 bâtiments identifiés pour être réhabilités et évaluation technique en cours, mais les travaux de réhabilitation ne sont pas encore lancés	Contexte électoral / insécurité dans les zones d'intervention / démarrage tardif du projet	Si le gap budgétaire n'est pas comblé, la cible ne pourrait pas être atteinte
	Indicateur 1.2.2 Nombre de bâtiments équipés et fonctionnels	0 bâtiments préfectoraux 0 bâtiments sous-préfectoraux	10 bâtiments préfectoraux 15 bâtiments sous-préfectoraux	0	Activité en attente de la fin des réhabilitation	
Produit 1.3 La coordina-	Indicateur 1.3.1 Nombre de	0 Comités préfectoraux	5 Comités préfectoraux	2 comités préfectoraux (Bria et Bangassou)		

tion territoriale de la fourniture des services publics essentiels est systématisée, professionnalisée et inclusive	Comités préfectoraux et sous-préfectoraux produisant les résultats escomptés fonctionnels	0 Comités sous-préfectoraux	16 Comités sous-préfectoraux	sont actuellement fonctionnels mais avec un besoin de redynamisation, qui sera assuré avec le déploiement des VNU		
	Indicateur 1.3.2 Nbre de Tables de concertation se réunissant régulièrement dans chaque préfecture	0	Au moins deux tables par préfecture ciblée pendant la durée du projet	0	Retard dans le démarrage des activités	
Résultat 2 Une protection plus renforcée des populations favorise la reprise économique, sociale et des services publics, grâce à la restauration et le renforcement des services	Indicateur 2.1 Nbre de policiers et gendarmes formés et redéployés au niveau préfectoral	0 policiers 0 gendarmes	500 policiers 500 gendarmes	0 Mais les concertations sont engagées avec les services concernés pour l'identification des besoins en formation et des cadres à former	Contexte électoral / démarrage tardif du projet	
	Indicateur 2.2 Nbre de commissariats et brigades de gendarmerie dans les zones prioritaires réhabilités et équipés, y compris en moyens de	8 Commissariats à Bangui et 0 ailleurs, et 3 brigades à Bangui et 0 hors Bangui	Hors Bangui : 5 Commissariats de police, et 5 brigades de gendarmerie	0, Mais 6 bâtiments (3 de la Police et 3 de la gendarmerie) identifiés pour réhabilitation à Berbérati, Baoro, Beloko, Bouar et Bozoum.	Contexte électoral / insécurité dans les zones d'intervention / démarrage tardif du projet	

de sécurité au niveau préfectoral	communication					
Produit 2.1 Les agents de la police et de la gendarmerie sont formés et redéployés dans toutes les préfectures	Indicateur 2.1.1 Nombre d'agents de sécurité formés et redéployés	0 policiers 0 gendarmes	500 policiers 500 gendarmes	0	Contexte électoral / démarrage tardif du projet	
	Indicateur 2.1.2 Tableau de bord de suivi de présence des agents est finalisé/régulièrement mis à jour	0	1 tableau de bord mis en place et régulièrement mis à jour	0	Prévu début 2017	
Produit 2.2 Les bâtiments prioritaires des services de la police et de la gendarmerie au niveau préfectoral sont réhabilités	Indicateur 2.2.1 Nbre de bâtiments réhabilités / reconstruits	0 bâtiments (hors Bangui)	Hors Bangui: 5 Commissariats de police 5 brigades de gendarmerie	0 Mais 6 bâtiments (3 de la Police et 3 de la gendarmerie) identifiés pour être réhabilités	Contexte électoral / insécurité et multiplications des tensions et affrontements armés / démarrage tardif du projet	
	Indicateur 2.2.2 Nombre de bâtiments équipés	0	5 Commissariats de police 5 brigades de gendarmerie	0	En attente des réhabilitations	
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1	0 (hors Bangui)	5 Commissariats de	0	Planifié en 2017	

Les services de sécurité au niveau préfectoral disposent des moyens nécessaires pour accomplir leur mission	Nbre d'unités disposant de moyens logistiques, bureautiques et de communication		police 5 brigades de gendarmerie			
	Indicateur 2.3.2 Existence de dispositif de coordination entre la police et la gendarmerie	0	Un cadre de concertation et de coordination, horizontal et vertical, mis en place et rendu opérationnel	0	Planifié en 2017	
Résultat 3 Une réactivité et une responsabilisation accrues de l'administration locale aux besoins de ses citoyens	Indicateur 3.1 Nbre de collectivités ayant mis en place de cadres opérationnels de concertation et de coordination inclusifs et participatifs	0	16	0	Contexte électoral / insécurité dans les zones d'intervention / démarrage tardif du projet	
	Indicateur 3.2 % d'entités de gouvernement local mettant en œuvre des plans d'investissement ou plans locaux de développement	ND	70%	0	Planifié en 2017	
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1	0	500 (30% de	0	Activités reportées en 2017	

Les capacités des acteurs locaux en planification, coordination et gestion stratégique du développement sont renforcées	Nombre d'acteurs (hommes et femmes) formés		femmes et 70% hommes)		du fait du démarrage tardif du projet	
	Indicateur 3.1.2 Nombre d'outils de formation mis à disposition	0	3 au minimum	4 (avec l'appui de la MINUSCA, des guides de formation sont déjà préparés sur : (i) le management des services publics, (ii) l'élaboration du Plan communal de développement, (iii) les finances locales et (iv) le S/E de projets et programmes de développement		
Produit 3.2 Les outils et les mécanismes de coordination et de suivi sont mis en place dans les 16 chefs-lieux des préfectures	Indicateur 3.2.1 Nbre de collectivités engagées dans le processus	0	16 au minimum (chefs-lieux)	0	Contexte électoral / insécurité dans les zones d'intervention / démarrage tardif du projet	
	Indicateur 3.2.2 Nbre collectivités ayant préparé /adopté les outils de planification et gestion du développement local	0	16 au minimum	0	Démarrage tardif des activités	
Produit 3.3 Les façons	Indicateur 3.3.1 Nombre de	0	1000 personnes (femmes : 40% ;	0	Démarrage tardif des activités	

de penser, attitudes, comportements et compétences du plus grand nombre possible sont positivement transformés par rapport à la citoyenneté, culture de la paix, tolérance et l'inclusion des minorités et femmes dans la gestion des affaires publiques locales	participants (femmes et hommes) aux formations		Hommes : 60%)			
	Indicateur 3.3.2 Niveau de perception que la violence est un moyen légitime ou efficace de résolution des conflits	SO	20% au maximum	Un guide formation sur la prévention et la gestion des conflits. Ce module sera intégré dans le plan de formation prévu en 2017		
Résultat 4 L'accès plus accru à l'emploi et autres moyens de subsistance permet des	Indicateur 4.1 % des ménages / de groupements jugeant positif l'impact du projet ARAT sur leurs moyens de subsistance (désagrégé	SO	70% minimum	Prématuré pour faire une évaluation		

améliorations tangibles et substantielles pour les populations et sont facteurs de confiance et de stabilité à moyen et long terme.	par âge/sexe)					
	Indicateur 4.2 Variation (%) entre le niveau de revenus/production avant et après le projet, / individu ménage et groupement appuyé par le projet (désagrégé / sexe)	SO	70% minimum	Evaluation encore prématurée		
Produit 4.1 Les capacités des acteurs locaux pour la gestion du relèvement économique rapide sont renforcées	Indicateur 4.1.1 Nombre de collectivités engagées pour la revitalisation socio-économique	0	16	0 Mais, diverses initiatives et projets déjà entrepris dans certaines collectivités en vue d'un appui du projet ARAT-RSE		
	Indicateur 4.1.2 Nombre d'acteurs sensibilisés sur l'urgence, les enjeux/défis de la relance socio-économique (désagrégé par sexe)	0	1000 (femmes : 40% ; Hommes : 60%)	0	Démarrage tardif des activités du projet	
Produit 4.2 L'emploi, notamment	Indicateur 4.2.1 Nombre d'emplois	0	3.000 (40% femmes et 30% d'hommes)	0 Mais, quelques travaux HIMO	Démarrage tardif des activités du projet	

celui des jeunes est promu à travers la réhabilitation / entretien des infrastructures communautaires	temporaires créés (désagrégé par sexe et par âge)			devraient être lancés d'ici la fin de l'année		
	Indicateur 4.2.2 Nbre de jours de travail (équivalents H/J) créés (désagrégé/ sexe)	0	120.000	0	Démarrage tardif des activités du projet	
Produit 4.3 Les moyens de subsistance des communautés les plus affectées par le conflit sont revitalisés et renforcés à travers la relance des AGR	Indicateur 4.3.1 Nbre de ménages ayant bénéficié d'un appui à la relance de leurs activités socio-économiques (désagrégé / sexe)	0	2.300 (femmes : 40% ; Hommes : 60%)	0	Démarrage tardif des activités du projet	
	Indicateur 4.3.2 Nbre de groupements constitués ou appuyés en vue des AGR / Nbre de membres concernés (désagrégé/âge et sexe)	0	250 / 2.000 au minimum (femmes: 40% ; Hommes : 60%)	0 Les requêtes des premiers groupements identifiés sont en cours d'examen	Démarrage tardif des activités du projet	

PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	Même s'il est encore prématuré d'évoquer de résultats, les missions de concertations organisées sur le terrain ont permis de mieux appréhender l'ampleur des défis pour restaurer dans certaines localités une administration fonctionnelle au service des populations. C'est le cas de Obo, qui n'a pourtant pas été affecté par la séléka et les anti-balaka) et de Birao. Outre l'insécurité, le degré d'enclavement (impossibilité d'accès par route) et l'absence de mécanismes de transfert des salaires au lieu d'affectation, auxquels il faut ajouter les conditions de vie et de travail, constituent de véritables contraintes pour la stabilité des FAE sur le terrain (plusieurs FAE redéployés reviennent à la capitale, privant ainsi les populations des services attendus). Sur la base de cette situation, des discussions ont été engagées avec les autres PTF et organisations humanitaires afin d'assurer aux FAE des mesures d'accompagnement conséquents (frais d'installation, équipements de campement etc.)
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	D'autres acteurs concourent à l'effort de redéploiement de l'administration à travers des actions sur le terrain. Dès lors, la coordination des interventions permet d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles. Le projet ARAT s'est attelé à renforcer la capacité de coordination de la CNRAP en sa qualité de structure de concertation, planification et harmonisation de la mise en œuvre des actions. Dans cette optique, des synergies ont ainsi pu être développées entre les activités des acteurs. De plus, l'implication des acteurs locaux aussi bien privés que publics, depuis le processus d'identification des infrastructures à réhabiliter a permis d'enclencher un processus vertueux d'appropriation des actions par les communautés locales.
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	

2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plait, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).

PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: en décalage

Si les dépenses sont en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Le niveau d'exécution des dépenses est conforme à l'état d'avancement des activités

Veillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.⁵

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1: Les services déconcentrés de l'Administration du territoire disposent des ressources humaines et des moyens matériels pour accomplir leur mission					
Produit 1.1	Les capacités nationales de coordination et de suivi du redéploiement des agents publics sur tout le territoire de la RCA sont renforcées	PNUD	96.518		
Produit 1.2	Les bâtiments prioritaires des services locaux de l'Administration publique sont réhabilités et équipés	PNUD OIT	400.960 80.000		
Produit 1.3	La coordination territoriale de la fourniture des services publics essentiels est systématisée, professionnalisée et inclusive	PNUD	95.000		

⁵ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

Résultat 2: Les services de sécurité (police et gendarmerie) au niveau préfectoral sont restaurés et préparés pour accomplir leur mission de protection des populations

Produit 2.1	Les agents de la police et de la gendarmerie sont formés et redéployés dans les préfectures	PNUD OIT	110.000 15.000		
Produit 2.2	Les bâtiments prioritaires des structures de la police et de la gendarmerie au niveau préfectoral sont réhabilités	PNUD OIT	274.100 25.000		
Produit 2.3	Les services de sécurité au niveau préfectoral disposent des moyens nécessaires pour accomplir leur mission	PNUD	213.750		

Résultat 3: La condition pour une gouvernance locale et un développement local inclusif et participatif est établie dans les chefs-lieux de préfectures

Produit 3.1	es capacités des acteurs locaux (services déconcentrés et décentralisés, société civile) en matière de planification et de gestion du développement local sont renforcées	PNUD	90.000		
Produit 3.2	Les outils et les mécanismes de planification, coordination et de gestion sont mis en place dans les 16 chefs-lieux des préfectures	PNUD	75.000		
Produit 3.3	L'emploi, notamment celui des jeunes est promu à travers	PNUD OIT	75.000 30.000		

	la réhabilitation/ entretien des infrastructures communautaires				
Résultat 4: Des progrès notables sont faits dans la stabilisation des moyens de subsistance des populations, notamment les plus vulnérables, et la revitalisation socio-économique des communautés locales					
Produit 4.1	Les capacités des acteurs locaux pour la gestion du relèvement économique rapide sont renforcées	PNUD OIT	43.428 26.262		
Produit 4.2	L'emploi, notamment celui des jeunes est promu à travers la réhabilitation/ entretien des infrastructures communautaires (THIMO)	PNUD OIT	120.000 23.738		
Produit 4.3	Les moyens de subsistance des communautés les plus affectées par le conflit sont revitalisés et renforcés à travers la relance des AGR	PNUD	50.000		
Totale:					

3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (2 000 lettres maximum):

Pour sa mise en oeuvre efficace, le projet implique 3 agences du SNU, à savoir:

- le PNUD, qui assure la coordination et la gestion du projet et mobilise toute son expertise en matière de renforcement institutionnelles et de développement de moyens de subsistance pour les populations vulnérables,
- la MINUSCA qui, dans le contexte difficile actuel du pays, apporte un support essentiel pour la gestion des contraintes sécuritaires, le suivi des activités sur le terrain. Cette présence sur le terrain est renforcée par le déploiement de 19 VNU nationaux dans les zones

d'intervention du projet (7 au niveau préfectoral et 12 au niveau sous-préfectoral); et l'accompagnement de proximité des autorités territoriales et locales, et - l'OIT pour son expertise sur le renforcement des capacités en matière d'employabilité et de développement de projets à travers l'approche HIMO.

Par ailleurs, il est mis en oeuvre en concertation et coordination étroite avec les autres PTF intervenant sur le terrain (UE, France, BM, autres agences du SNU). Ainsi, les activités planifiées font régulièrement objet de partage au sein de la CNRAP en vue de synergies et de complémentarité avec celles des autres partenaires.

En outre, le projet s'appuiera sur l'expertise des 2 bureaux du Programme PRESCO nouvellement déployée sur le terrain par le PNUD. Ces bureaux seront fortement mobilisés pour le renforcement des capacités des acteurs locaux et pour l'identification et la mise en oeuvre des projets d'appui aux communautés locales.

Enfin, au cas où le gap budgétaire ne serait pas comblé, certaines cibles quantitatives du projet, notamment le nombre de bâtiments à réhabiliter, devrait être réajusté avec l'approbation du Comité de pilotage.